

*Sécurité de la vieillesse (N° 2)—Loi*

Monsieur le Président, la seule façon que nous ayons pour vraiment protéger les plus démunis, c'est d'arrêter la roue inflationniste et de créer des emplois, créer des emplois, créer des emplois, et c'est ce à quoi s'évertue ce gouvernement-là. Un des principaux problèmes que le Canada a rencontré au cours des 10 dernières années, c'est qu'il n'y avait pas assez de gouvernement libéraux dans les provinces. Depuis 10 ans, monsieur le Président, le gouvernement canadien, qui est un gouvernement libéral, se bat contre des porteurs de drapeau comme au Québec. Il se bat contre des gouvernements qui cherchent beaucoup plus à amplifier leur propre pouvoir sur le dos de leurs propres populations qu'à défendre leurs propres populations. Voilà le principal problème, le vrai libéralisme, monsieur le Président, le libéralisme qui au cours des 100 dernières années a bâti le Canada, qui, lui, au lieu de s'attacher à une idéologie, au lieu de s'attacher à des symboles, s'attache à l'être humain. Vous savez qu'être député libéral, monsieur le Président, ce n'est pas appartenir à un syndicat. Être député libéral, c'est être député des syndiqués, c'est être député des pensionnés, c'est être député des travailleurs, c'est être député des chômeurs. Le Nouveau parti démocratique, lui, n'appartient qu'à des syndicats. Il faut les voir en comité, monsieur le Président, il y a toujours un conseiller syndical derrière eux, toujours, il faut les voir se traiter de frères, et puis de camarades, c'est quelque chose, relisez les comptes rendus du Comité des prévisions budgétaires en général de la semaine dernière . . .

**Le vice-président:** Je regrette d'interrompre l'honorable député qui, à mon avis, s'écarte du sujet. Je l'invite à y revenir.

• (2130)

**M. Gimaiel:** Merci, monsieur le Président. Je loue votre grande sagesse. Effectivement ma grande volonté, mon grand désir de venir en aide aux personnes âgées qui seront les bénéficiaires de cette politique des 6 et 5 m'amène à faire des écarts, je l'admets et je vous remercie de me rappeler à l'ordre.

Ce que je voulais démontrer, monsieur le Président, ce n'est pas compliqué, c'est que le libéralisme lui-même étant le genre de politique ou de parti qui a donné naissance à des politiques visant à aider les individus un par un, il est impossible, et je m'adresse surtout aux personnes âgées, qu'un gouvernement libéral enlève des facilités de vie. C'est tout le contraire. Ce que le gouvernement libéral a fait cette année, ce qu'il a fait durant les années passées, il va le refaire dans l'avenir, c'est-à-dire il va vous aider vous qui avez construit le pays, il va aider ceux qui nous ont tout donné, et c'est ce que nous voulons faire de la façon la plus définitive possible, pas en leur donnant quelques sous de plus cette année, en ramenant l'inflation pour de bon, en chassant de notre vie cette façon inhumaine de vivre qui était de dire à ceux qui sont les plus démunis: Si le beurre coûte trop cher, n'en mangez pas! Il est impossible, monsieur le Président, de s'imaginer que ces personnes-là, tout en ayant donné ce qu'elles ont donné à notre État, puissent aujourd'hui être les victimes de corbeaux de malheur qui vont leur faire croire que leurs revenus seront coupés cet hiver. Non ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai pourquoi? Parce que moi quand j'ai pris l'obligation d'être député, quand j'ai été élu par mes citoyens, je suis venu ici avec un seul désir, les défendre ces citoyens, ceux qui en ont le plus besoin d'abord, contre des

agissements qui ne seraient pas dans leur intérêt, qui auraient d'autres buts que leur bien-être, et c'est ce que je veux faire, et je vais le faire avec toute la meilleure volonté du monde et pour cela, je me devrai de ne pas admettre qu'on s'amuse à faire peur à mes commettants. Je l'ai dit, dans le cadre des politiques de santé et de bien-être, le ministre est ici dans cette Chambre, le gouvernement canadien va payer cette année 21 milliards de dollars aux provinces selon des programmes à frais partagés, et je veux que les personnes âgées le sachent, monsieur le Président, tout cela est indexé.

Quand une personne âgée se fait soigner, cela coûte au gouvernement canadien au moins 50 p. 100 de la facture. Quand une personne âgée reçoit son médecin ou va chez son médecin, c'est la même chose. Quand une personne âgée reçoit de l'aide du ministère des Affaires sociales dans la province de Québec, par exemple, c'est 50 p. 100 au moins de la facture qui revient au gouvernement canadien. Cela je veux qu'on le sache. Et je veux dire à toutes ces personnes-là: Non, ce n'est pas vrai que le gouvernement canadien vous veut du mal. Si le gouvernement canadien a le courage de dire à ses propres fonctionnaires, à ceux-là même, je tiens à le dire entre parenthèses, vous me le permettez, monsieur le Président, qui ont eu à subir toute l'année durant la forte pression de l'économie difficile . . . Vous savez nos fonctionnaires qui travaillent dans nos bureaux dans nos circonscriptions, ce sont les gens qui ont eu à subir toute la pression des nombreux chômeurs qui allaient les voir, des gens qui avaient besoin d'emploi et d'aide. Ces gens-là on leur a demandé un sacrifice et ils ont consenti à le faire. Pourquoi? Parce qu'ils savaient que cela pouvait aider leurs semblables, parce qu'ils savaient que cela pouvait aider les gens les plus démunis, parce qu'ils savaient que cela aiderait à faire baisser le taux de l'inflation.

C'est pour cela qu'ils y ont consenti et si un gouvernement a eu le courage de leur demander cela, ce n'est pas facile, même moi, monsieur le Président, quand j'ai demandé à mon propre personnel dans mon bureau d'accepter une diminution de salaire, ce n'était pas facile, monsieur le Président, et même quand j'ai coupé mon propre salaire à moi, ce n'était pas facile non plus. Tout cela est fait pourquoi? Parce qu'on ne veut plus que les personnes du troisième âge soient aux prises avec un problème monumental qui est l'inflation. Parce qu'on est conscient du fait que ces personnes-là ont besoin de l'aide du gouvernement, et que cette aide, elle, ne doit pas être le minimum offert à travers une inflation galopante. Elle doit être bâtie sur la stabilité. Et je dis aux personnes âgées: Soyez tranquilles même s'il y a des gens qui veulent vous faire croire qu'il n'y aura pas de printemps l'année prochaine et qu'il n'y aura pas d'été. Ce n'est pas vrai! Le gouvernement canadien, et le très honorable premier ministre du Canada (M. Trudeau) le disait lors d'une entrevue télévisée: Cette année nous allons combattre la misère. Si les gouvernements libéraux ont bâti des programmes sociaux pour aider les personnes dans le besoin, ce n'est sûrement pas pour les faire disparaître quand il y a plus de Canadiens que jamais qui en ont besoin. C'est tout le contraire et c'est ce qui se passe présentement. C'est ce que le ministre des Finances (M. Lalonde) fait par son programme des 6 et 5 p. 100 et c'est ce que nous sommes en train de faire.